



La lettre d'U&A 64

N°61

La stratégie unitaire de la plateforme n'en est qu'à son début : nourrissons-la de nos luttes et de notre volonté rassembleuse.

Les péripéties du travail unitaire rendent difficilement perceptible l'importance de l'accord entre les huit organisations syndicales sur la plateforme commune du 5 janvier.

Les péripéties de la construction de certains mandats fédéraux à l'intérieur de la FSU n'aident pas non plus à percevoir que seule la construction d'un front unitaire peut nous permettre d'espérer renverser le rapport des forces dans le pays et imposer une autre politique sociale et économique.

Les discussions qui ont animé les réunions des organisations syndicales de la FSU à divers niveaux, ces jours-ci, après la baisse de régime constatée le 26 mai, montrent qu'il y a désarroi et des camarades se laissent aller au « tout est foutu », « on a perdu », « la stratégie du 5 janvier a échoué », « faut faire autre chose »...

Fort bien ! Mais quoi ?

Non, tout n'est pas foutu. On n'a pas perdu parce que des questions se posent : tant qu'on n'a pas abdiqué, on est là et on lutte. La stratégie du 5 janvier n'en est qu'à son début. Aidons-la plutôt à se développer, enrichissons-la et donnons-lui le niveau revendicatif que nous estimons nécessaire.

Quant à une stratégie alternative, où est-elle ?

Dans un ailleurs où se rencontrent les déboutés du droit d'agir, ceux qui souhaitent l'échec stratégiquement et parce que c'est leur intérêt de classe, les éternels contempteurs des luttes populaires, pas assez radicales, pas assez révolutionnaires et qui prétendent faire participer au changement tous les salariés, quelles que soient leurs organisations syndicales.

En grande partie grâce à la FSU, les organisations syndicales ont su tracer une perspective gagnante.

Le 26 mai dernier, John Monks, secrétaire général de la CES, citait un propos de Roosevelt de 1933 : « ne gâchez jamais une bonne crise ».

Un qui ne gâche pas les occasions qui se présentent, c'est le président de la République qui met sur le dos de la crise les dizaines de milliers de suppressions de postes et le démantèlement des services

publics et de leurs missions. De même ses petits camarades du MEDEF qui profitent de l'occasion pour licencier des centaines de milliers de salariés et pour accélérer la destruction des industries et des protections sociales.

Et nous, les salariés qui sommes syndiqués et qui avons donc pris conscience que nous ne pouvons réagir et agir qu'unis ? Que faisons-nous de cette situation inédite ? La crise du capitalisme est là et on ne bougerait pas, on ne changerait rien ?

C'est évident que la situation est extrêmement difficile, complexe, embrouillée de nombreux enjeux subalternes. Faut-il croire que le pouvoir va rester inerte et ne va pas utiliser TOUS les moyens ?

Bien sûr que non ! Et justement, la plateforme unitaire du 5 janvier permet de commencer à construire une réponse commune, unitaire. A nous de lui donner les conditions de sa réussite, c'est-à-dire la rupture avec ce qui est l'origine de la crise. Nous ne sommes pas seuls dans cette ambition et cette détermination. Plutôt que de passer notre temps à déceler chez telle ou telle organisation, voire chez nous, le signe de la trahison, utilisons notre temps et notre énergie à construire les luttes qui convergeront, à proposer les analyses et les tactiques gagnantes et rassembleuses, à répondre aux angoisses, aux peurs et aux espoirs des salariés qui font confiance aux organisations syndicales à défaut de trouver l'unité chez les organisations politiques qui doivent être porteuses de politiques réellement alternatives.

Ne gâchons pas cette crise, ni l'élan du 5 janvier. Ne gâchons pas l'occasion de résoudre une grande partie de nos problèmes.

Le très autonome Julien Coupat explique le 26 mai sur une pleine page dans le Monde qu'il n'existe personne en France, à part « *la rue* », qui veuille combattre « *la clique sarkoziste* ». Et certainement pas « *les bureaucraties syndicales plus vendues que jamais* ». Au-delà de la réflexion sur les raisons politiques et stratégiques de l'emprisonnement spectaculaire de ce garçon, retenons plutôt une autre de ses déclarations relative aux atteintes aux libertés commises par le pouvoir : « *ce qui nous arrive vous arrive aussi bien* ».

La répression s'abat sur les salariés en lutte, sur les grévistes, les manifestants, sur les citoyens solidaires, sur tous ceux qui expriment une volonté d'agir pour que ça change. Le ministre de l'éducation nationale veut mettre des portiques devant les établissements et fait appel à des milices pour patrouiller devant les écoles, collèges et lycées.

Les exemples récents sont éloquentes : l'extraordinaire provocation de Strasbourg à l'occasion de la marche pour la paix : ils sont allés jusqu'à incendier un hôtel et caillasser des manifestants pacifiques.

Les villes et les villages envahis de policiers chaque fois que le Chef doit paraître ou parler. Près de 800 policiers ont été mobilisés vendredi dernier à Bordeaux, des dizaines de voitures ont été mises à la fourrière, des rues ont été interdites pendant 4 heures parce que le Chef déjeunait avec le maire dans un restaurant.

La profération de cette simple phrase : « *Sarkozy je te vois* » vaut à son auteur des poursuites et un jugement.

Laisser sur internet le message subversif suivant : « *hou, la menteuse* » adressé à un ministre vaut à son auteur une convocation au commissariat de police.

Qu'une personne écrive sur un site que l'arrestation d'enfants et leur internement dans un centre de rétention administrative lui font penser à d'autres arrestations et d'autres internements, elle est poursuivie en justice par le préfet des Pyrénées-Atlantiques.

Demander poliment, après de nombreuses démarches infructueuses auprès d'autorités supposées compétentes, que l'Etat s'occupe d'un mineur étranger isolé en détresse, vaut à une personne une convocation devant le tribunal. Etc., etc.

Nous avons toutes les raisons d'agir. D'agir vite. D'agir de façon réfléchie et efficace. D'agir avec détermination. D'agir tous ensemble.

Notre courant de pensée a ici une responsabilité importante :

UNITÉ : c'est ce à quoi nos efforts sont parvenus avec la signature de la plateforme. Ça se travaille. Ça se construit. Par l'explication. Par l'exemple.

ACTION. C'est là que les difficultés se manifestent. Nombreux sont, dont nous-mêmes à U&A FSU 64, qui pensons que le rythme des appels aux actions communes, aux grèves, aux manifestations, est trop lent.

Le dire et le regretter ne veut pas dire tout rejeter. C'est aussi prendre conscience qu'il s'agit d'opérer une espèce de révolution copernicienne dans le train-train de la vie syndicale interprofessionnelle telle qu'elle se déroulait AVANT.

Prenons plutôt notre part dans l'accélération de la prise de conscience, dans le travail unitaire de la construction de l'action.

Si quelqu'un connaît une autre solution, dispose d'une autre stratégie supposée efficace, qu'il le dise.

En attendant, soyons le plus nombreux possible samedi prochain à Pau et à Bayonne dans les manifestations unitaires. Travaillons, partout où nous militons, au développement des luttes.

U&A FSU 64, le 7 juin 2009

